



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

épidémies

Question au Gouvernement n° 2223

Texte de la question

ÉPIDÉMIE D'EBOLA

M. le président. La parole est à M. Pierre Lellouche, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Pierre Lellouche. Ma question s'adressait au Premier ministre, qui malheureusement vient de partir. Elle concerne un sujet grave : l'épidémie d'Ebola. Si l'on doit féliciter Médecins sans frontières d'avoir été les premiers à tirer la sonnette d'alarme, on constate avec consternation que l'OMS n'a strictement rien fait entre décembre 2013 et août 2014, soit pendant dix mois.

Entre-temps, l'épidémie s'est développée de façon fulgurante au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée. Compte tenu de la porosité des frontières, elle menace beaucoup d'autres pays africains et même l'Europe. Certaines évaluations parlent de 4 500 morts. Toutefois, les responsables du *Center for Disease Control*, que j'ai interrogés aux États-Unis, prévoient 1,5 million de morts au début de l'année prochaine, si l'épidémie n'est pas immédiatement stoppée en Afrique. L'Europe doit aider l'Afrique, mais que fait-elle ?

Les ministres des affaires étrangères se sont réunis lundi dernier à Luxembourg et ils ont accouché d'une souris : ce sont à peine 500 millions d'euros qui ont été débloqués et un « M. Ebola » a été nommé. Les Américains ont envoyé des forces militaires pour aider à construire des hôpitaux de campagne au Liberia. Les Anglais en ont fait de même en Sierra Leone. Nous avons commencé à le faire en Guinée. Nous avons également commencé à contrôler la température des passagers à l'arrivée de l'aéroport de Roissy, pour les seuls vols en provenance de Conakry. Tout cela est-il vraiment sérieux ? Alors que nous sommes le premier point de transit d'une grande partie des vols en provenance d'Afrique, sommes-nous sûrs que ces mesures vont suffire ? Quelles sont au juste la politique de la France et la mobilisation européenne ? Pourquoi une telle passivité européenne face à un danger aussi grave ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie.

Mme Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie. Monsieur Lellouche, la France est intervenue en Guinée en déployant des moyens matériels – notamment en termes de personnels – et financiers substantiels au cours des dernières semaines. Je me suis également rendue il y a un mois en Guinée, pour exprimer à ce pays la solidarité de la France. Toutes les analyses faites sur le terrain indiquent, comme vous le disiez, que l'épidémie au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée va connaître un regain d'expansion. Une nouvelle mobilisation européenne est nécessaire ; elle a bel et bien lieu aujourd'hui. Laurent Fabius a pris l'initiative, lors du conseil des affaires étrangères du 20 octobre, de proposer un renforcement de l'action européenne. Vous dites, monsieur Lellouche, que la montagne a accouché d'une souris, mais cela n'est pas vrai. Il était indispensable de nommer un coordinateur européen, afin de coordonner, au niveau national et international, les forces et les moyens européens qui ont été annoncés.

Les Nations unies, l'OMS et les ONG attendaient que l'on instaure un système d'évacuation sanitaire des volontaires internationaux qui œuvrent aujourd'hui dans ces trois pays, car nous avons besoin d'eux. C'est maintenant chose faite ; cela permettra une plus grande mobilisation. Enfin, nous allons mener une analyse de l'ensemble des ressources dont nous avons besoin. Assurément, le défi est important et nous devons, tous ensemble, nous mobiliser pour le relever.

M. Alain Suguenot. Et concrètement ?

Mme Annick Girardin, secrétaire d'État. La France est en pointe sur ces questions. Elle a notamment mobilisé les Allemands, qui pourront l'aider demain s'agissant des centres de traitement en Guinée. La France est mobilisée également à l'intérieur – c'est la mission de Ségolène Royal. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. Philippe Le Ray. Eh bien ça, c'est une réponse !

Données clés

Auteur : [M. Pierre Lellouche](#)

Circonscription : Paris (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2223

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Francophonie

Ministère attributaire : Francophonie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 octobre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 octobre 2014](#)